

Zeitschrift: Pro Senectute : schweizerische Zeitschrift für Altersfürsorge,
Alterspflege und Altersversicherung

Band: 7 (1929)

Heft: 4

Rubrik: Assemblée des délégués = Abgeordnetenversammlung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 09.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Assemblée des délégués.

L'assemblée des délégués de la Fondation „Pour la Vieillesse“ a eu lieu le 13 novembre 1929 sous des auspices particulièrement heureux, puisqu'enfin la subvention fédérale est un fait acquis. Soixante-six Dames et Messieurs, dont 50 représentants de 25 comités cantonaux et six délégués de la Société suisse d'utilité publique ont assisté à la réunion.

M. le Conseiller fédéral Motta a ouvert la séance par une allocution. Grâce à la subvention fédérale et aux allocations cantonales dont bénéficient certains comités cantonaux, la Fondation a revêtu en quelque sorte un caractère de droit public. En sa qualité de président, M. le conseiller fédéral Motta a exprimé l'espoir que tous les gouvernements cantonaux suivront ces exemples et viendront en aide aux comités cantonaux, car non seulement la Confédération, mais tous les cantons devraient s'intéresser à la Fondation.

L'orateur ne peut partager les craintes — entendues jadis — que les allocations fournies par la Confédération, par les cantons et par les communes, feraient tarir les sources de la charité privée en faveur de la Fondation. L'aide de la Confédération doit au contraire stimuler l'intérêt du public. Tous les collaborateurs de la Fondation ont aidé à dépister les misères cachées des vieillards, les ont fait connaître, et leur activité a contribué à éveiller l'intérêt de la population en leur faveur. La nécessité même de l'existence de notre œuvre est affirmée par cette recherche des misères réelles de nos aînés, misères que nous cherchons à atténuer. Cette existence se justifiera après comme avant la mise en vigueur de l'assurance-vieillesse, car l'intervention de l'Etat ne pourra jamais revêtir ce caractère intime et individuel de l'intérêt porté aux vieillards, qui est l'apanage de notre Fondation. C'est pourquoi notre activité se maintiendra aussi longtemps que la Suisse existera.

Les chiffres mentionnés dans le rapport annuel prouvent que notre œuvre est prospère. Le président adresse officiellement ses remerciements au Comité de la Fête Nationale pour son aide efficace; sa reconnaissance va aussi à tous les grands et petits donateurs. M. Motta rappelle enfin les dix ans de présidence de M. le Dr. F. Wegmann et la collaboration décennale de Mme. Langner-Bleuler, membres du comité de Direc-

tion, dont il avait déjà souligné les grands mérites au cours du repas qui a précédé l'assemblée.

Après avoir pris connaissance du rapport des commissaires-vérificateurs, l'assemblée adopte les comptes et la gestion de 1928. Sur la proposition du comité de Direction, les délégués votent les subventions suivantes: au comité cantonal d'Appenzell Rh.-Int., pour l'asile à construire, Fr. 5000.—; asile des vieillards à Höngg Fr. 5000.—; Hospice des vieillards du Locle Fr. 5000.—; Ricovero per i vecchi delle Centovalli Fr. 2500.—; Ricovero pro vecchi dell' Onsernone Fr. 1500.—; crédit en faveur des vieillards des régions montagneuses, Fr. 3000.—; crédit pour pensions de vieux aveugles et sourd-muets dans des asiles, Fr. 6000.—; crédit à la disposition du comité de Direction, Fr. 5000.—; au total Fr. 33,000.—. Le produit de la collecte de cette année sera réparti à raison de 92% aux comités cantonaux, et 8% à la Caisse centrale.

Les propositions du comité de Direction concernant l'adaptation de la Fondation à la subvention fédérale, propositions qui avaient été discutées au cours de la réunion du matin, sont adoptées sans modification:

1. L'assemblée des délégués accepte la subvention fédérale aux conditions stipulées dans l'Arrêté fédéral du 16 mars et de l'Ordonnance du Conseil fédéral du 13 septembre 1929. —
2. En présence de la responsabilité financière plus importante incombant à la Fondation du fait de la subvention fédérale, l'assemblée des délégués décide l'organisation d'un contrôle serré de l'emploi des sommes par tous les organes de la Fondation, et charge le comité de Direction de donner aux comités cantonaux des règles précises pour la tenue de leur comptabilité, ainsi que pour leurs rapports au comité de Direction, prévus au § 10, al. 2 des statuts. —
3. Dans le but d'arriver à un traitement plus uniforme des vieillards suisses, de la part des comités cantonaux, l'assemblée des délégués décide de compléter les „Principes d'assistance“ adoptés par l'assemblée des délégués du 17 décembre 1920, par les adjonctions suivantes: a) les „Principes d'assistance“ sont déclarés obligatoires pour tous les comités cantonaux, pour autant qu'il 'agisse de vieillards de nationalité suisse; b) les comités cantonaux s'engagent à assister immédiatement d'après les normes qui leur sont habituelles, tout vieillard venant à s'établir dans leur

canton, si ces vieillards ont été subventionnés auparavant par le comité d'un autre canton, et si les circonstances dans lesquelles ils vivent n'ont pas subi de modification essentielle.

La proposition de modification de l'accord avec l'association „Caritas“ présentée par la Direction, est ensuite approuvée par l'assemblée, ainsi que le budget pour 1930. Après un échange de vues particulièrement intéressant, le président lève la séance non sans avoir remercié tous les participants venus si nombreux à la réunion, et leur avoir souhaité un heureux retour dans leurs foyers. Des applaudissements prolongés ont souligné la reconnaissance de l'assemblée à son éminent président qui a — une fois de plus — dirigé les débats avec la maîtrise qu'on apprécie chaque année de nouveau.

Abgeordnetenversammlung.

Die Abgeordnetenversammlung der Stiftung „Für das Alter“ vom 13. November 1929 stand unter einem glücklichen Stern. Die endlich errungene Bundessubvention gab ihr das Gepräge. 66 Damen und Herren, davon 50 Vertreter von 25 Kantonalkomitees und 6 Delegierte der Schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft, nahmen an den Verhandlungen teil.

Herr Bundesrat Motta eröffnete die Sitzung mit einer Ansprache. Durch die Bundessubvention und die Beiträge der Kantone an ihre Kantonalkomitees hat die Stiftung beinahe einen öffentlich-rechtlichen Charakter angenommen. Als Präsident der Stiftung richtete Herr Bundesrat Motta die Bitte an alle Kantonsregierungen, sie möchten diesem Beispiel folgen und ihren Kantonalkomitees zu Hilfe kommen. Die Unterstützung nicht nur des Bundes, sondern aller Kantone sollte durchweg der Stiftung zuteil werden.

Die früher etwa geäußerte Befürchtung, die Unterstützung der Stiftung durch Bund, Kantone und Gemeinden könnte die Privatwohlthätigkeit lähmen, teilt er nicht. Die Hilfe der Eidgenossenschaft bedeutet für unser Werk keine Lähmung, sondern einen Ansporn. Die Mitarbeiter der Stiftung haben die verborgene Not der Alten aufgesucht und dadurch der Öffentlichkeit die Augen geöffnet. Auf diesem Bestreben, die wirkliche Not zu suchen und zu lindern, beruht die sittliche Existenzberechtigung unserer Stiftung, welche durch das Inkraft-

treten der Altersversicherung nicht in Frage gestellt wird. Denn die Staatshilfe kann ja naturnotwendig nur schablonenmäßigen Charakter tragen, während unsere Stiftung ihren Stolz darein setzt, zu individualisieren. Darum wird sie bestehen bleiben, solange es überhaupt eine Schweiz gibt.

Aus den im Jahresbericht enthaltenen Zahlen geht hervor, daß unser Werk im Aufschwung begriffen ist. Der Präsident spricht dem Schweizerischen Bundesfeierkomitee für seine Hilfe öffentlichen Dank aus, ebenso allen großen und kleinen Gebern. Herr Bundesrat Motta gedenkt auch des zehnjährigen Amtsjubiläums von Herrn Dr. F. Wegmann, Präsident, und Frau Dr. P. Langner-Bleuler, Mitglied des Direktionskomitees, deren Verdienste von ihm bereits während des Mittagessens gewürdigt worden sind.

Hierauf werden Jahresbericht und Rechnung 1928 genehmigt nach Entgegennahme des Berichtes der Rechnungsrevisoren. Auf Antrag des Direktionskomitees beschließt die Versammlung einmütig folgende Spenden: Kantonalkomitee Appenzell I.-Rh. für das zu gründende Altersheim Fr. 5000, Altersheim Höngg Fr. 5000, Hospice des vieillards du Locle Fr. 5000, Ricovero per i vecchi delle Centovalli Fr. 2500, Ricovero Pro Vecchi dell' Onsernone Fr. 1500, Kredit für Altersfürsorge in den Berggegenden Fr. 3000, Kredit für Beiträge an Asylversorgungen alter Blinder und Taubstummer Fr. 6000, Kredit des Direktionskomitees Fr. 5000, zusammen Fr. 33,000. Vom diesjährigen Sammlungsergebnis sollen 92% den Kantonalkomitees und 8% der Zentralkasse zukommen.

Die Anträge des Direktionskomitees über die Anpassung der Stiftung an die Bundessubvention, welche in der Diskussionsversammlung vom Vormittag besprochen worden waren, werden in folgender, unveränderter Fassung genehmigt: „1. Die Abgeordnetenversammlung nimmt die der Stiftung „Für das Alter“ vom Bunde gewährte Subvention unter den im Bundesbeschluß vom 16. März und der Verordnung des Bundesrates vom 13. September 1929 aufgestellten Bedingungen an. 2. Die Abgeordnetenversammlung, eingedenk der erhöhten finanziellen Verantwortung, welche der Stiftung aus der Bundessubvention erwächst, beschließt die Einrichtung einer möglichst zuverlässigen Kontrolle der Geldverwendung durch alle Organe der Stiftung und ermächtigt das Direktionskomitee, den Kantonal-

komitees verbindliche Weisungen für die Ordnung ihres Rechnungswesens und für die in § 10, Absatz 2, der Stiftungsurkunde vorgeschriebene Berichterstattung an das Direktionskomitee zu erteilen. 3. Die Abgeordnetenversammlung beschließt, im Hinblick auf die Bundessubvention, welche eine gleichmäßigere Behandlung wenigstens der schweizerischen Greise durch alle Kantonalkomitees nahelegt, folgende Ergänzung der von der Abgeordnetenversammlung vom 17. Dezember 1920 aufgestellten Unterstützungsgrundsätze: a) Die Unterstützungsgrundsätze werden, soweit es sich um schweizerische Greise handelt, für alle Kantonalkomitees verbindlich erklärt. b) Die Kantonalkomitees sind verpflichtet, die Unterstützung neu in ihrem Kanton sich niederlassender Greise sofort gemäß den bei ihnen üblichen Ansätzen zu übernehmen, wenn sie bisher von einem andern Kantonalkomitee unterstützt worden sind und ihre Verhältnisse sich seither nicht wesentlich geändert haben."

Die vom Direktionskomitee vorgeschlagene Abänderung der Vereinbarung mit dem Caritasverband fand unbestrittene Annahme. Ebenso wurde das Budget für 1930 einstimmig gutgeheißen. Nach der lebhaft benützten Umfrage schloß der Präsident die Sitzung mit dem Dank an alle Teilnehmer und den besten Wünschen für glückliche Heimkehr. Spontan ausbrechender rauschender Beifall drückte Herrn Bundesrat Motta besser als Worte den tiefgefühlten Dank der Mitarbeiter der Stiftung für seine ausgezeichnete Führung aus.

Die Anpassung der Stiftung an die Bundessubvention.

In der traditionellen Diskussionsversammlung am Vormittag der Abgeordnetenversammlung orientierte der Präsident des Direktionskomitees, Dr. F. Wegmann, über die vorgesehene Form der Annahme der Bundesubvention und der daran geknüpften Bedingungen durch die Stiftung, welche den Eintritt der beiden Vertreter des Bundesrates in das Direktionskomitee ohne Statutenänderungen ermöglicht. Diese Formfrage gab zu keiner Diskussion Anlaß.

Lebhafterem Interesse begegneten die Vorschläge des Direktionskomitees betreffend das Rechnungswesen, welche Zentralquästor W. Gürtler in einem längeren Referate begrün-

dete. Unbestritten blieben seine Anträge, die Subvention von Bund und Kanton in den kantonalen Rechnungsberichten gesondert von den übrigen Einnahmen aufzuführen, die Abgabe von der im Rechnungsbericht figurierenden Sammlung im Berichtsjahre zu buchen, sowie in den neuen Rechnungsberichtsformularen eine von den kantonalen Rechnungsrevisoren unterzeichnete Erklärung vorzusehen, daß die im Rechnungsbericht aufgeführten Zahlen mit den Buchhaltungsabschlüssen der Kantonalkomitees übereinstimmen. Dagegen wurden Bedenken geltend gemacht gegen die Möglichkeit der Einsendung des Rechnungsberichts jedes Kantonalkomitees mit dem Revisionsbericht bis Ende März des folgenden Jahres. Zentralquästor W. Gürtler bestand jedoch nachdrücklich auf dieser Forderung, deren Erfüllung allein den rechtzeitigen Abschluß der Rechnung der Gesamtstiftung erlaube, worauf deren Revisoren seit Jahren dringen.

Recht in Fluß kam die Diskussion erst bei der Ergänzung der Unterstützungsgrundsätze, welche das Direktionskomitee mit Rücksicht auf die Bundessubvention beantragte. Zentralsekretär W. Ammann erinnerte einleitend an die von der Abgeordnetenversammlung von 1920 angenommenen „Grundsätze für die Unterstützungspflicht der Kantonalkomitees“ und an die Meinungsverschiedenheiten, welche in der Diskussionsversammlung von 1923 über „Die Handhabung der Unterstützungsgrundsätze“ zu Tage getreten waren. Es handelt sich jetzt darum, zwei Differenzen zu beseitigen: einmal soll die Unterstützung von Schweizerbürgern von keiner längern Niederlassung im Kanton als 1 Jahr abhängig gemacht werden dürfen, die entsprechende Vorschrift der Unterstützungsgrundsätze wird somit insoweit für verbindlich erklärt; sodann soll die Unterstützungspflicht für bisher von einem Kantonalkomitee betreute alte Leute, welche in einen andern Kanton umziehen, sofort vom Komitee des neuen Wohnkantons übernommen werden. Die lebhafte Aussprache, welche hierauf einsetzte, bezog sich einerseits auf die längere Karenzzeit einzelner Kantonalkomitees für Schweizerbürger anderer Kantone und Ausländer, andererseits auf das Verfahren bei der Übernahme eines Unterstützungsfalles durch ein anderes Kantonalkomitee und endigte mit der Gutheißung auch dieser Vorschläge des Direktionskomitees.
